

# LE SPECTATEUR

DE

## L'ORIENT.

Livr. 58. 10/22 Janvier 1856.

### Confidences sur la Turquie par

M<sup>r</sup> Destrilhs.

DEPUIS que les Osmanlis furent arrêtés dans leur marche sur l'Occident, par l'héroïsme du glorieux roi de Pologne, Jean Sobieski, et que l'ère des conquêtes fut close pour cette race, dont l'histoire n'est qu'un long et douloureux récit de rapines, de carnages et de dévastations, deux événements d'une immense importance, se sont préparés simultanément en Europe, ou plutôt deux révolutions sociales se sont silencieusement opérées en Orient, et sont venues prouver encore une fois de nos jours, que la justice divine, quoique lente à se manifester, est infailible, et que les peuples qui ont démé-

rité de l'humanité, ceux qui n'ont adopté pour principe d'action et de conduite, que la force brutale et la violence, ceux qui n'ont su asseoir leur grandeur et leur prospérité passagère que sur les ruines de leurs semblables, ne peuvent échapper à ses décrets. Ces deux révolutions qui devaient un jour changer la face de l'Orient et faire éclater une guerre gigantesque, dont la sanglante épopée ne manquera pas de se perpétuer dans le souvenir des générations à venir, sont : 1<sup>o</sup>) l'émancipation morale des races soumises à l'Islamisme, par suite de leurs progrès matériels et intellectuels, et 2<sup>o</sup>) la décadence fatale de la race des conquérants.

Certes, les tendances toutes particulières des diverses races qui co-existent dans le même état, ne sont pas toujours faciles à discerner dans l'histoire, vu le mélange ou la fusion imperceptible que le progrès des temps a opérée en elles ainsi que cela a eu lieu en Angleterre (\*). « A l'avènement du Roi Jean, il existait une distinction marquée entre les Saxons et les Normands, et pourtant avant la fin du règne de son petit-fils, elle était pour ainsi dire effacée. Sous Richard 1<sup>er</sup>, l'imprécation ordinaire d'un gentilhomme Normand était « Que je sois plutôt Anglais. » Il formulait son indignation par ces mots. « Me prenez-vous pour un Anglais ? » Et cent ans plus tard, les descendants des gentilshommes se glorifiaient du nom d'Anglais. » Mais en Turquie, où le conquérant a pris soin de constituer dès les premiers jours de la conquête, un état dans l'état, en reconnaissant pour chef du peuple conquis le patriarche de Constantinople, en Turquie, où les sujets grecs du sultan n'ont jamais cessé de

(\*) Histoire d'Angleterre par Macaulay, Ch : 1er.

former une nation à part, jouissant si ce n'est pas en fait, au moins en droit, de lois, de coutumes et de privilèges propres ; en Turquie, où deux races ennemies sont constamment en présence, la race des conquérants et celle des travailleurs et des contribuables, où la haine de deux nations, divisées de croyances, de mœurs et d'intérêts, mais réunies par la violence, est implacable, où enfin la ligne de démarcation de deux éléments hostiles, qui n'ont jamais pu former un tout homogène, tracée par la main même de Dieu est restée ineffaçable, rien de plus aisé que de discerner les tendances respectives des deux races, tendances dont les résultats frappent aujourd'hui les esprits les moins clairvoyants. En effet, pendant que les nations de l'Europe fesaient d'immenses progrès dans la carrière des sciences, pendant qu'elles amélioraient leurs institutions civiles et politiques, et donnaient à leurs forces productives et à leur bien-être, un développement extraordinaire par l'application de la puissance mécanique et scientifique aux travaux de l'industrie, les Osmanlis, armés et campés en Europe, comme aux premiers jours de la conquête, n'ayant depuis lors, rien appris et rien oublié, mais arrêtés qu'ils étaient dans leur marche, cherchaient une compensation dans les dépouilles des peuples asservis, continuaient à les pressurer sans merci ni miséricorde, et le malheureux cultivateur, taillable et corvéable à volonté, ne pouvait désarmer ses oppresseurs, c'est-à-dire les fermiers, les pachas et leurs banquiers, que par l'extrême misère à laquelle il était réduit. Ainsi le Turc, qui a enraciné en lui cette croyance, qu'il est venu au monde pour être entretenu, soit par les guiaours, soit par l'état, que lui, fils de la

race conquérante, est né pour commander et non pour travailler, loin d'encourager ou de favoriser la principale industrie de l'Empire, l'agriculture, qui eu égard au nombre des cultivateurs, à l'étendue des terres cultivables et à la variété de leurs produits, serait la source la plus féconde de la prospérité publique, se refuse obstinément à l'affranchir des entraves et des gênes qui en paralysent l'action.

A l'appui de cette assertion, nous puiserons dans les « confidences sur la Turquie » une des nombreuses vexations, exercées gratuitement contre la classe agricole dans les pays musulmans.

« La routine, les préjugés, la sottise, dit l'auteur des Confidences » veulent que la population mâle d'un village turc, soit limitée ainsi que le nombre des maisons. En vertu des mêmes usages, on ne peut employer au travail agricole qu'un certain capital et un nombre de charrues et de bœufs déterminé par le fisc. Enfin, chose à peine croyable, les paysans n'ont pas même le droit de posséder un fléau pour battre leurs blés. On les oblige à louer au profit du pacha l'instrument à battre. »

Ce même fait a été attesté aussi par le *Blacwood's Magazine* (\*). M<sup>r</sup> Urquhart fait également observer au sujet de l'industrielle ville d'Ambelakia, qui a donné au monde l'exemple d'une association commerciale, de capital et de travail, administrée avec habileté, économie et succès, que « le système d'administration sous lequel ces faits se sont produits est commun à tous les hameaux de la Thessalie, qui ne sont pas sortis de leur obscurité ; mais pendant vingt ans, Ambelakia fut laissée parfaitement tran-

(\*) « Sur la population agricole de la Turquie. »

quille. Dans ce peu de mots, est le secret de sa prospérité. » Tant il est vrai, « qu'en parlant des superbes provinces qui composent l'Empire Ottoman, on finit toujours par la même pensée, la nature a tout fait dans ces pays, et le gouvernement a tout gâté. » (\*)

Cependant, malgré toutes les entraves apportées à l'industrie par un gouvernement inepte et routinier, malgré toutes les vexations exercées contre la classe agricole, on ne saurait méconnaître que grâce aux communications fréquentes et faciles des chrétiens de la Turquie avec l'Occident, à l'extension des relations commerciales, les populations subjuguées en général, et particulièrement les classes adonnées à l'industrie, au commerce et à la navigation, sont parvenues à force d'activité, de labeurs et d'économie, à augmenter en nombre et en puissance, à multiplier leurs moyens d'instruction, à épanouir leur intelligence au souffle de la civilisation de l'Europe, et à acquérir ainsi la conscience de leur supériorité vis à vis de leurs dominateurs, tandisque, tout au contraire, la race dominante manquant de toute culture intellectuelle et morale, dégénérait de plus en plus, s'altérait physiquement, et penchait vers sa ruine, et renonçant aux vertus guerrières, auxquelles elle dut son aggrandissement, s'abandonnait sans réserve à la soif des richesses et de la domination, au luxe, à la vie sensuelle et à l'oisiveté, enfin à tous les vices des peuples conquérans qui ont atteint le terme de leurs conquêtes.

A l'avènement du sultan Mahmoud, les plaintes contre les grands officiers étaient unanimes ; le nouvel Empereur voyait d'ailleurs avec peine l'indiscipline des

(\*) Beaujour. 1<sup>er</sup> vol. let. IV.

Timariots, la morgue hautaine des janissaires, et le système d'exaction organisé dans les provinces par les Pachas. Il brisa donc les Janissaires et abolit les fiefs. Dépossédé ainsi de ses fiefs, le turc a cherché dans l'adjudication des monopoles et des dîmes, dans les emplois publics, un moyen d'assurer son existence; de là d'après l'auteur des Confidences, « cette armée de fonctionnaires inutiles, incapables, ignorants, prévaricateurs et concussionnaires qui ravagent le pays à leur profit. » De là aussi le déplorable désordre dans lequel l'administration de la Turquie est plongée, et la ruine de ses finances.

— Epuisée et appauvrie, sans ressources assurées, sans crédit, et bientôt peut-être sans armée, la Turquie ne peut plus répondre aux vues de l'Europe; loin de compter parmi les grandes puissances, elle ne se présente actuellement que sous la forme hideuse d'une agglomération de quelques millions de barbares, dont les mœurs, les croyances et les institutions, sont également réprochées par la morale et par les principes d'une saine politique. Menacée aussi bien par les peuples subjugués qu'elle écrase, que par des ennemis extérieurs, elle ne pourrait prolonger son agonie qu'en tant qu'elle se résignerait à se placer sous la tutelle d'alliés puissans, c'est-à-dire à renoncer de fait à l'indépendance qu'elle réclame à titre de grande puissance.

Tel a été d'ailleurs le sort de tous les peuples conquérans de l'antiquité. Quand l'esprit de conquête eût atteint son but, et qu'il ne restât plus d'ennemis à dépouiller, de richesses à partager, de peuples à subjuguier, il fut insuffisant à défendre, à affermir et à conserver ce qu'il avait acquis.

Les réflexions ci-dessus nous sont suggérées par la lecture attentive des « Confidences sur la Turquie » et cependant l'auteur de ces mêmes confidences sacrifiant, pour ainsi dire, des convictions qu'il a eu le mérite d'appuyer sur des faits irrécusables, arrive inopinément à conclure que :

» *L'indépendance et l'intégrité de la Turquie sont aujourd'hui des faits accomplis. Cimentée par le sang de la lutte, la reconnaissance de ses droits produira des germes nouveaux de prospérité et de grandeur. On comprendrait difficilement l'existence de l'Empire Ottoman privé de signification politique et internationale, sans mission dans l'avenir.*

Le fait de la réorganisation intérieure conduit à celui plus précieux encore, *de prendre rang parmi les grandes monarchies Européennes.*

En effet, la Turquie initiée à la civilisation et sérieusement reconstituée, le monde ne peut plus sans cesse être troublé par des conquêtes inattendues et inquiétantes. » Oui tel est le problème à résoudre; car, si la Turquie pouvait être initiée à la civilisation et sérieusement reconstituée, elle se verrait encore replacée au rang des grandes Puissances de l'Europe; mais pourra-t-elle jamais se reconstituer tant que la race turque sera la race dominante ?

Nous l'avouons, notre incrédulité est bien grande à cet égard; car tous ces grands projets qui tendent à subordonner les musulmans au principe de l'égalité civile et politique, consacré dans tous les états civilisés de l'Europe, ne sont que des promesses illusoires, ou plutôt de beaux rêves qui ne pourraient être réalisés en Turquie, à moins qu'un autre prophète, animé d'un souffle divin,

ne surgisse du sein des populations musulmanes, pour réformer le code politique, civil et religieux de l'Islamisme.

Mais n'empêchons pas sur les droits de l'auteur des « Confidences ; » car c'est à lui que revient l'honneur de la solution de ce problème tout palpitant d'actualité, par les recherches auxquelles il s'est livré sur l'état physique et moral des Osmanlis, sur l'administration et les finances de la Turquie.

Nous essayerons de résumer le résultat de ces recherches dans les deux sections suivantes :

#### *État moral et physique des Osmanlis.*

Vers la fin du dix septième siècle (\*), les Osmanlis arrêtés dans leur marche sur l'occident par l'héroïsme de Jean Sobieski, durent se retrancher sur les terres primitivement conquises. Ils devinrent sédentaires. Dès ce moment, ils s'adonnèrent à l'agriculture ; on les vit constituer une société féodale et militaire.

Mais cette nouvelle forme ne devait pas être de longue durée. A chaque instant, les propriétaires des fiefs portaient ombrage à l'autorité du sultan. De ces conflits entre le Prince et les grands officiers, il résultait nécessairement un état de choses qui troublait sans cesse l'empire.

A l'avènement du sultan Mahmoud, les plaintes étaient unanimes ; le nouvel Empereur ne voyait d'ailleurs qu'avec peine l'indiscipline des Timariots, la morgue hautaine des Janissaires, et le système d'exaction organisé dans les provinces par les Pachas. Dans de telles

(\*) Chapitre premier. Des Ottomans.

conjonctures, Mahmoud prit une détermination héroïque, il brisa les janissaires et *proclama* le principe d'égalité. Du jour où a été *entreprise* cette grande et généreuse réforme, a commencé pour l'Empire d'Othman une autre époque, le Turc doit cesser de constituer une espèce d'anomalie au milieu des nations civilisées. Depuis six siècles on lui a prêché une loi et un dogme qui ont singulièrement embrouillé les notions de son esprit. On lui a dit, en attestant le nom de Dieu, que lui, fils de la race conquérante, est né pour commander et non pour travailler. Sur cette affirmation constante, il a enraciné en lui cette croyance qu'il est venu au monde pour être entretenu, soit par les Guiaours, soit par l'État. Or l'acte de Mahmoud l'ayant dépossédé de ses fiefs, il a cherché dans l'adjudication des monopoles, des privilèges, des dîmes, dans les emplois publics, un moyen d'assurer son existence. C'est à cet amour immodéré des profits illícites, des places rétribuées, qu'il faut demander la cause de cette armée de fonctionnaires inutiles, dont la Turquie actuelle est inondée. Il serait véritablement impossible de donner une idée de cette curée de redevances et de charges publiques, opérée par une nuée d'hommes incapables, ignorants, prévaricateurs, concussionnaires qui ravagent le pays à leur profit et pèsent tellement sur le trésor, qu'on reconnaît l'impossibilité de les entretenir plus long-temps. Pourra-t-on faire sortir un jour le Turc de son apathie ? mettra-t-on fin à son ignorance ? l'amènera-t-on à chercher dans l'instruction et le travail des moyens de régénération ? Tel est le problème à résoudre.

« Il est aisé de comprendre que le Turc ayant été long-temps seul admis à occuper dans l'Empire tous les pos-

tes de la hiérarchie religieuse, militaire, civile et judiciaire, il ait conservé le sentiment traditionnel du passé. Comment s'y prendre pour le détacher désormais de l'idée de sa supériorité native sur les autres ? Ses lois et ses décrets auront beau être conçus en termes conciliants ou même flatteurs pour son amour-propre, on ne le convaincra jamais que le raïa doit être son égal.

Non, tant qu'on n'aura pas fait comprendre à l'Osmanli qu'il n'a pas le droit de prépondérance sur les autres races, il n'entrera sérieusement dans aucune forme durable. Non, il ne secouera ni son apathie, ni sa paresse, ni ses mauvais penchans, tant qu'il ne saura pas qu'il est indispensable d'être intelligent et instruit pour remplir les grandes charges de l'état. Non, à moins qu'on ne fasse naître à son profit une concurrence salutaire entre l'élément chrétien et l'élément musulman, il n'éprouvera pas la nécessité de se transformer ni de désirer de lui-même les bienfaits de l'égalité politique, sans lesquels un grand état ne peut plus vivre désormais en Europe.

Ce que nous posons en fait dans l'ordre moral est si vrai, qu'on voit déjà la famille musulmane s'amoindrir sous le rapport physique. Grâce aux progrès du temps, la race turque ne peut plus se recruter parmi les infidèles ; on ne s'arroge plus le droit, comme aux premiers siècles de la domination ottomane, d'enlever les beaux enfans mâles et les plus belles filles des vaincus. Il en résulte un appauvrissement marqué dans le sang. La décadence est évidente. On peut donc affirmer que la race turque s'altère, elle penche vers sa ruine.

Le Turc comprend aisément quand il voit et quand

il touche, de là son prodigieux penchant à l'imitation ; mais il saisit difficilement tout ce qui échappe aux sens.

Mais doit-on s'étonner de cette infériorité intellectuelle, quand on connaît la vie sensuelle du Turc abandonné de bonne heure à tous les abus ?

Mais, dira-t-on, n'a-t-on pas déjà beaucoup fait pour lui au point de vue de l'instruction, notamment depuis Mahmoud ? Pour prouver que cette instruction n'a absolument rien de solide, il suffit de voir quelle est la principale préoccupation d'un grand de la Turquie qui passe pour un homme instruit ? Avant toute spécialité, l'étiquette joue un rôle important dans sa vie ; l'art de saluer, l'art de se prosterner, voilà les choses qu'il a apprises le mieux, car d'un Salamaleck ou d'une génuflexion faite d'une certaine façon, dépend souvent la fortune d'un personnage.

Aussi, faute d'élèves, la gigantesque construction du Palais de l'Université, en face de Sainte-Sophie, a été convertie dernièrement en hôpital ; et l'Académie turque de 40 membres, qui devait travailler au développement de l'enseignement public, ne s'est jamais réunie. Un seul de ses membres, Fuad Pacha, a fait œuvre littéraire, en publiant une grammaire Ottomane.

Et quant aux mœurs privées et publiques de la race des Osmanlis, que la France doit régénérer par la civilisation de l'occident, « afin de replacer la Turquie au rang de grande puissance, telle qu'elle était au XVI<sup>e</sup> siècle » (\*), l'auteur des Confidences fait remarquer, que « le Turc agriculteur, celui de la classe moyenne a des mœurs rigides. On ne peut pas en dire autant des fonctionnai-

(\*) Introduction.

res petits et grands, qui vivent au milieu d'une licence impossible à décrire.

Plusieurs d'entre eux ont des harems de femmes qu'ils délaissent pour fréquenter. . . . Une autre cause qui pousse l'état à sa ruine, c'est l'ostentation des dignitaires, et en général de tous ceux qui puisent dans le trésor. On connaît tel employé peu rémunéré, sans fortune, qui compte jusqu'à 20 ou 30 laquais. Rechid Pacha n'en a pas moins de 200 à 300 à ses ordres.

En faisant l'énumération des vices qui flétrissent l'existence des hauts fonctionnaires, nous ne devons pas omettre celui de l'ivrognerie; en dépit des prescriptions du Coran, s'enivrer régulièrement tous les soirs avec du vin et des boissons alcooliques, est devenu une affaire de bon ton.

Sera-t-il plus consolant de voir ce qui se passe parmi les femmes?

Dans les temps primitifs de l'Empire, et suivant le vœu du prophète, la femme comptait à peine comme élément social. On ne l'admettait ni comme étant l'amie de l'homme, ni comme étant associée à ses destinées. Soldat errant, incessamment poussé à la conquête, pouvant être par conséquent tué dans chacun des combats auxquels il assistait, le Turc ne pouvait être retenu par des affections sérieuses.

Le Prophète fit donc un acte politique en permettant la polygamie.

Rien n'égale l'ignorance des femmes turques; les malheureuses créatures, savantes dans l'art étudié des séductions, n'ont qu'une préoccupation, celle de paraître belles et désirables. Ne leur demandez d'ailleurs ni esprit,

ni rien de sérieux. On en trouve rarement une sachant lire ou écrire; elles ne sont généralement pas même en état de diriger l'intérieur de la maison. Les réformateurs toutefois n'ont encore rien osé pour améliorer la condition civile et intellectuelle de la femme; la régénération musulmane ne peut pourtant se faire qu'à la condition d'émanciper cette compagne de l'homme, de créer la famille et plus tard la patrie.

On a inséré dernièrement dans les journaux, que la vente des Circassiennes était défendue; on a trompé l'Europe, comme cela a toujours eu lieu. Il est bien vrai que le bazar des esclaves a été fermé, mais seulement pour être changé de place et transféré dans un quartier moins fréquenté par les Européens. En passant, nous dirons que les Nubiens continuent à se vendre près de la mosquée du Sultan Ahmed. Quant aux Circassiennes dont le prix d'achat a diminué depuis la levée du blocus que les Russes avaient mis sur les côtes d'Asie, elles sont l'objet d'un trafic plus considérable, mais d'un chiffre peu élevé, soit dans les maisons particulières, soit dans la quartier de Topkhané. »

L'auteur des Confidences ajoute à ce sujet une réflexion qu'il est important de signaler;

« En Turquie, dit-il, les races assujetties, doivent témoigner de leur abaissement, au delà même des bornes de la vie; les esclaves, quoique convertis à la foi musulmane, sont enterrés dans un cimetière à part, où ils ont été portés sur une planche par un porte-faix. On voit que le fier Osmanli n'admet pas même l'égalité dans la tombe; que de chemin il lui reste à faire pour en sanctionner sérieusement le dogme dans son Empire! »

Après ce rapide aperçu sur l'état moral et physique des Osmanlis, l'auteur des *Confidences*, passant à l'examen de l'administration et des finances de la Turquie, s'empresse de rendre hommage au sentiment qui a dicté, ce qu'il appelle *la charte de Gulhané*, qui en attendant n'a point été mise encore à exécution.

## II.

### *Administration et finances de la Turquie.*

« L'histoire contemporaine, dit-il, ne pourra se dispenser de consacrer de belles pages à Abdul-Médjid ; on célébrera, par exemple, le 3 Novembre 1839, jour à jamais mémorable dans les annales de la Turquie ; c'est dans cette journée, que le sultan a sanctionné par la charte de Gulhané, les maximes généreuses de son père et proclamé, sous les yeux du monde, la garantie de la vie, de l'honneur et de la fortune de tous ses sujets. Ces principes sont incontestablement très-beaux, mais par malheur, *ils n'ont pas encore reçu d'application*. Un peu plus tard, on a bien promulgué quelques lois qui tirent les conséquences de ce grand acte ; on a bien constitué, sous le nom de conseil de tanzimat ou organisation, le germe d'une régénération ultérieure, mais les hommes d'état chargés de mettre ces créations en pratique, ne sont pas d'accord sur l'opportunité de leur exécution. » (\*)

« Les principales améliorations introduites dans l'administration turque depuis 1838 sont celles-ci : (\*\*)

La réorganisation de l'armée ;

L'établissement des quarantaines ;

(\*) Chapitre II.

(\*\*) Chapitre III.

La suppression des monopoles et des iltizams ;

L'établissement des postes ;

La fondation de l'Université.

Pour ce qui est de la réorganisation de l'armée, elle date de 1813. Tout le travail spécial a été médité et exécuté en 1843 et 1844 par Méhémet-Rudchi Pacha.

Les quarantaines ont été installées par Mahmoud. Faut-il parler de la suppression des monopoles ? Mais ces monopoles fleurissent dans toute leur vigueur à Constantinople ; on cite même tout haut les noms des ministres du Sultan qui ont obtenu les privilèges et qui, ayant ainsi seuls le droit de fabriquer et de vendre, font payer aux habitants un produit quatre fois sa valeur. Chose triste à dire, ces monopoles agissent presque spécialement sur les objets de première nécessité et de consommation. Ceux des Européens qui habitent le Levant savent qu'on paie des prix énormes de très mauvais pain et de la viande exécrable. Quand, en Europe, la question d'alimentation est celle qui préoccupe le plus les gouvernements, un si mince souci du bien-être de la population est bien de nature à nous étonner de la part de réformateurs, qui auraient intérêt même à se rendre populaires.

En vertu d'un principe de justice qui régit de plus en plus les sociétés modernes, on avait dit que tous paieraient également l'impôt. Comment se fait-il que les villes les plus riches et les plus peuplées jouissent encore de certaines immunités qui les exemptent de supporter les charges fiscales durement imposées aux autres centres de population ?

En ce qui touche les iltizams des dimes, le tanzimat déclarait que, pour établir une garantie réciproque en-



tre les propriétaires et l'État, la perception des impôts serait faite par les employés du trésor. Pour favoriser les projets du fermier-général Djezaërli, Réchid s'éleva contre la régie par l'État. Sous prétexte que les fonctionnaires percepteurs pourraient commettre des infidélités ou des exactions, il fit remettre en vigueur les *iltizams* ou cession par voie d'adjudication des dimes dont le régime avait été aboli.

Les essais de la régie par l'État tentés vers la fin du dernier siècle par Selim III, ayant produit de notables améliorations, on n'avait aucune bonne raison pour favoriser le maintien d'un système, que tous les écrivains ont stigmatisé, car le *saraf* n'est autre chose que l'associé des Pachas, des ministres et des employés. Depuis l'ère de la réforme, les malheureux propriétaires souffrant de ce vicil usage, sont d'autant plus pressurés dans les arrondissements adjugés, que le fermier exige d'eux le double et le triple de la taxe. Il faut bien dire, en effet, que, garantis par le *hatti-Shérif* de Gulhané, les Pachas, proconsuls dans leurs *eyalets*, se livrent maintenant sans crainte et avec impunité à tous les genres de prévarication.

Aussi la position des *rayas* est-elle restée la même qu'il y a un siècle. Les abus d'autrefois subsistent. Presque tous les fonctionnaires envoyés de Constantinople ne pensent pas à surveiller les intérêts de l'État, à encourager la prospérité du pays, mais seulement à s'enrichir en pressurant leurs administrés, en vendant la justice, tous les emplois civils, militaires et judiciaires. Le pacha seul, en effet, nomme à tous les postes. Le pacha a surtout en vue de partager les produits de l'impôt avec les *sarafs*. Nulle part, il n'y a sécurité, garantie ni contrôle. Ce ne sera

pas la loi ridicule qui a été décrétée dernièrement contre les concussionnaires qui mettra fin à ce régime déplorable.

Où n'est donc pas la rapine en Turquie ? Si l'on veut parler de l'établissement des postes, il serait trop long de dire ici le rôle réel que joue un certain Mardic qui en est l'adjudicataire. Que rapporte cette ferme à l'État ? En dépit de l'immense mouvement commercial qui a lieu en Turquie, elle ne donne rien ou presque rien au trésor.

On a fait aussi grand bruit en Europe du régime municipal qui est en vigueur en Orient, et on a prétendu qu'il suffisait pour opposer une digue aux prévarications du Pacha et des *defterdars*. Il devient nécessaire de donner sur la composition de ces conseils quelques détails. L'impôt dit le *Vergu* doit être voté annuellement et établi par chaque province ou arrondissement par une sorte de conseil municipal.

Ce conseil devrait être formé par l'élection dans laquelle les *raïas* auraient le droit d'intervenir. Les chefs religieux de la localité, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, en font partie de droit. D'après nos idées Européennes, nous pourrions supposer qu'un tel conseil offre quelques garanties. Eh bien, il n'en est rien. Ce conseil n'a ni le droit d'initiative, ni la liberté de discuter. Il est présidé par le turc qui est le plus élevé en rang, et les musulmans doivent y être en majorité. Les membres à élire sont désignés par les seuls électeurs que le président a choisis. Autant que possible les membres du conseil sont pris parmi les personnes de la classe aisée de l'endroit qui espèrent les faveurs des autorités, et surtout du président ; aussi est-on sûr que tout ce qui leur plaît est voté à l'avance.

Pour prix de leur soumission, les membres raïas obtiennent généralement l'exemption de leurs taxes; aussi font-ils toujours cause commune avec la majorité turque. »

Les révélations qui précèdent sur l'administration de la Turquie sont on ne peut plus précieuses; mais pour nous rendre un compte exact de la misère et de l'épuisement des populations laborieuses sous la domination musulmane, et des causes qui ne pouvaient manquer d'amener la ruine des finances de la Turquie, rappelons-nous qu'une grande partie des propriétés de cet Empire, étant Vacoufs, sont des propriétés de main morte, et ne rapportent qu'un bien faible revenu aux établissements dont ils relèvent, que les terres domaniales ou Imlaks, sont très mal administrées, que les routes manquent presque entièrement dans la plus grande partie de l'Empire, ou se trouvent dans un état détestable (\*), que dans la Turquie d'Europe, les communes mêmes dont les terres appartiennent aux villageois sont obérées de dettes, vu le poids des impôts et les exactions des Pachas et des fermiers, que (\*\*) l'Olympe par exemple, possédant 25 villages, Kefalohoria, doit un million de piastres. L'Ossa, district de 18 villages, doit 700,000 piastres, le Pélion, 24 villages de Volo, 2,000,000 de piastres. Et quant à cette autre classe de cultivateurs, les métayers, sur 15 mille familles vassales de la Thessalie, il y en a très peu qui ne doivent de 10,000 à 20,000 piastres.

Ajoutez à tout cela, que le taux moyen de l'intérêt n'a

(\*) Tchibatcheff. (L'Asie mineure et l'Empire Ottoman.)

(\*\*) Journal de Constantinople. Urquhart. (La Turquie etc.)

point varié en Turquie, depuis le dernier siècle (\*), qu'il s'élève de 20 à 24 0/0, que d'après le Journal de Constantinople, les intérêts qui ont pesé depuis 1850, sur certaines communes, se sont élevés de 30 à 40 0/0, et vous aurez une idée approximative de l'extrême misère des classes laborieuses sous la domination musulmane, et des causes qui ont amené la ruine des finances d'un vaste Empire, dont les ressources sont incalculables. »

En effet: « Il y a douze ans, dit l'auteur des Confidences sur la Turquie, que les dépenses balançaient les recettes; il n'en est plus ainsi. »

« La Turquie a des revenus, qui, s'ils étaient régulièrement administrés, pourraient s'élever à deux milliards de piastres; aujourd'hui, ils ne rendent que la moitié. Le budget des recettes se compose de la douane, de la dime, du vergu, des tributs d'Egypte et de ceux des principautés.

Comme tous les pays dont la caisse est aux abois, la Turquie a eu recours au papier-monnaie ou Kaïmès. Cette extrémité l'a conduite en peu de temps aux conséquences les plus désastreuses. L'émission des Kaïmès s'est élevée successivement de 140,000,000 à 500,000,000, de piastres; on a créé dernièrement 200,000,000, de piastres de séhim ou rentes perpétuelles, afin de combler le déficit d'égale somme de la liste civile. Cette charge a été suivie d'une autre obligation financière encore plus onéreuse. Les serghis ou bons des ministères servent à payer les fournitures et les travaux faits pour le compte de l'État. Or l'escompte de ces bons s'est élevé de 2 0/0 par mois, au chiffre de 50 0/0, et le total en circulation atteint deux milliards de piastres. Enfin, les rentes viagères; autre

(\*) Beaujour. (Tableau du commerce de la Grèce.)

espèce de schims qui s'éteignent à la mort des porteurs ou à l'extinction de la deuxième génération, s'élèvent à 300,000,000, de piastres.

Comment qualifier tout le désordre financier qui a été toléré et encouragé par le ministre des finances et le grand Vizir dans le but de favoriser les intérêts de divers banquiers ?

On pouvait maintenir facilement le cours du change à 110 piastres par livre sterling, et pourtant on l'a élevé jusqu'à 131 piastres, ce qui a fait subir au trésor une perte de plus de 21 p. 0/0 sur des millions de millions. Ces scandaleux bénéfices se sont partagés entre les fonctionnaires publics et les banquiers.

En Turquie, l'intérêt général passe toujours après l'intérêt satisfait des grands et des sarafs.

Comment ont été suivis et dépensés les emprunts contractés par Callimaki, Durand et Blacke ? Que sont devenus les premiers fonds versés ? C'est ce que la vigilance la plus opiniâtre ne pourrait parvenir à préciser.

Si l'on veut posséder la véritable situation de l'empire, on peut se rappeler un mot de l'ambassadeur persan en Turquie.

Le schah lui demandait dans son audience de retour ce qu'il avait vu dans l'empire Ottoman : — « Sire, répondit l'ambassadeur, j'ai vu qu'on démolissait la province, pour construire la capitale avec ses débris. »

La capitale, c'était l'intérêt des hauts parasites qui, dans ce temps-là, se groupaient autour de la personne du Sultan.

*Au reste, au train dont marchent l'incurie et le gaspil-*

*lage en Turquie, on peut prédire pour un temps prochain la ruine des finances du pays. »*

L'exposé des faits relatifs à l'état moral et physique des Osmanlis, à l'administration et aux finances de la Turquie, sont énumérés par M<sup>r</sup> Destrialles, avec une précision et une franchise dignes de tout éloge; mais les Confidences remplies d'intérêt, auxquelles il initie si habilement ses lecteurs, nous ont fait croire, nous le répétons, qu'il arriverait nécessairement à des conclusions conformes à ses appréciations sur la situation actuelle de l'empire Ottoman; il n'en est rien cependant. Après avoir parcouru attentivement les confidences, après avoir constaté avec l'auteur, les plaies saignantes de la Turquie, et « touché ce cadavre » (\*) quelle a été notre surprise de lire ces mots à la fin de l'introduction!

« En effet, dit-il la Turquie initiée à la civilisation et sérieusement reconstituée, le monde ne peut plus sans cesse être troublé par des conquêtes inattendues et inquiétantes. Mais où trouver l'égide, le génie et le guide dont l'empire Ottoman a besoin pour cette œuvre de régénération? Tout le monde répondra que ce rôle de noble tutrice ne saurait être mieux rempli que par cette France toujours infatigable, quand il s'agit de protéger les intérêts de la civilisation. Oui, c'est la France qui *replacera la Turquie au rang de grande puissance, telle qu'elle était au XVI<sup>e</sup> siècle*; mais cette fois ce ne sera plus une Turquie exclusivement militaire.

Les principes d'émancipation auront définitivement étouffé en elle, *les traditions de la barbarie ancienne.*

(\*) En 1840, M<sup>r</sup>. De la Martine disait, en parlant de l'Empire Ottoman, « j'ai touché ce cadavre. »

Personne n'en doute plus, *la mission de la Turquie sera désormais de faire rayonner en Orient, leur berceau primitif, les idées généreuses que va lui restituer l'Occident.* L'empire Ottoman recommencera dans un sens progressif l'immense travail de Mahomet.

Ainsi donc, d'après l'auteur des *Confidences*, malgré tous les faits qui prouvent la dégénération et l'épuisement de la race des Osmanlis, et la décadence de l'Empire Ottoman, la France devrait néanmoins se charger de remplacer la Turquie au rang de grande puissance, telle qu'elle était au XVI<sup>e</sup> siècle; et la mission de la Turquie, qui se trouve encore dominée par les traditions de la barbarie ancienne, serait de faire rayonner en Orient, les idées généreuses que va lui restituer l'Occident.

Cependant quelque grande que soit la puissance de la France, l'œuvre de la régénération de la Turquie, est-elle une œuvre praticable? la France, toujours infatigable, lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts de la civilisation, voudra-t-elle se constituer la tutrice de l'Islamisme, et s'imposer la tâche de réformer l'esprit et les mœurs d'un peuple resté jusqu'ici inaccessible aux progrès de la civilisation? La France, quel que soit son ascendant en Orient, parviendra-t-elle à changer les habitudes invétérées des Osmanlis, à dissiper les préjugés de caste dont ils sont imbus, à leur apprendre que l'ignorance, la fainéantise, et le sensualisme ne sont point les attributs de la souveraineté, à inspirer aux orgueilleux musulmans le goût du travail qui est considéré par eux comme le stigmate de la servitude, comme une punition indiligée aux peuples subjugués?

La France pourra-t-elle par son influence, répandre

une instruction solide en Turquie? y réveiller le goût des beaux arts, dont la culture élève l'intelligence, et ennoblit les sentiments, en inspirant une aversion salutaire pour tous les vices qui nous dégradent? Pourra-t-elle y abolir la polygamie, y créer la famille, moraliser cette classe ignorante et dépravée de fonctionnaires grands et petits qui vivent de pillage et de déprédations? inculquer enfin à l'intelligence de l'Osmanli, qui n'a compris jusqu'ici que la force et la prépondérance de race, les principes élémentaires de la sociabilité humaine, le respect du droit et la sainteté du devoir, qu'il a toujours méconnus? En un mot, faudrait-il sérieusement songer à faire de la Turquie, nous ne dirons pas un grand État, mais rien qu'un État, avant d'y créer la famille et la société? et le moyen d'y créer la famille et la société et de reconstituer l'État, par l'application du principe de l'égalité civile et politique de tous les sujets du Sultan, sans séparer d'abord le temporel du spirituel, sans briser l'autorité des Ulémas, en d'autres termes, sans ébranler les fondements religieux de l'Islamisme et réveiller contre le réformateur les préjugés et le fanatisme des masses, à peine assoupis, et toutes ces passions mesquines et égoïstes, toujours prêtes à se coaliser en Turquie, pour arrêter tout essai de réforme sérieuse? A l'impossible pourtant nul n'est tenu; et certes, ce n'est pas par le procédé de la transfusion du sang que la France espérerait rajeunir une nation qui n'a plus de principe vital et qui se meurt de consommation.

Non, la France n'ira pas risquer sa gloire et sa puissance dans une entreprise chimérique, qui serait en désaccord avec ses traditions très chrétiennes. La France

placée au premier rang des nations civilisées, ne voudra jamais, nous l'espérons au moins, se constituer la tutrice de l'Islamisme et de la barbarie. Animée toujours de la noble ambition de répandre la civilisation dans le monde, elle ne voudra jamais perpétuer en Orient un état de choses, qui est à la fois un outrage à la morale et aux principes d'une saine politique; mais elle concourra efficacement dans un commun accord avec toutes les autres puissances, à la seule solution praticable de la question d'Orient, à l'affranchissement, disons-nous, et à l'émancipation civile et politique de toutes les races soumises depuis quatre siècles à la domination musulmane; même au point de vue des intérêts de l'Islamisme, la nécessité politique de cet affranchissement ne nous sera point contestée par l'auteur des *Confidences*, qui soutient au contraire que « sans les bienfaits de l'égalité politique, un grand État ne peut plus vivre désormais en Europe. »

Le général Pellion dans un récent ouvrage sur la Grèce et les deux Capo-d'Istrias, vient d'exprimer la même opinion, en faisant remarquer que « Pour accorder les exigences de la religion musulmane avec l'affermissement de cette domination, et donner de l'unité à l'Empire Turc, deux moyens se présentaient. Le premier et le meilleur certainement, était de soumettre les principes religieux à la nécessité gouvernementale, de donner aux chrétiens de tous les rits les mêmes droits politiques qu'aux musulmans, et de tolérer toutes les religions dans l'étendue de l'Empire. Le second, était de forcer les Grecs à embrasser l'Islamisme, et de bannir ceux qui s'y refuseraient, sauf à repeupler le pays avec des Asiatiques. Ce dernier moyen

était extrême et d'une exécution difficile. Quant au premier, il est encore aujourd'hui la seule voie de salut pour la Turquie; c'est vraiment le seul qui puisse lui donner de l'unité et consolider son Empire en Europe. »

Mais cette œuvre de régénération, cette œuvre de pacification des peuples de l'Orient, est-elle praticable sous la domination musulmane? la Turquie voudra-t-elle jamais se prêter loyalement à une réforme qui mettrait au néant le principe de la prépondérance de race? Tout au contraire, nous croyons avec M<sup>r</sup> Worms (\*) « que la domination turque dépend uniquement de l'inégalité créée par la conquête, que numériquement inférieurs à la population subjuguée, les Turcs ne restent les maîtres, que parcequ'ils vivent armés et campés sur la tête d'une foule de laboureurs et d'artisans, que l'infériorité dans laquelle ils sont accoutumés à vivre, maintient seule dans la soumission. »

D'ailleurs, le gouvernement turc, voudrait réaliser sérieusement cette réforme, qu'il ne le pourrait pas; car il est notoire que la démoralisation générale de la nation turque, et sa propre faiblesse, rendent nulle son autorité, non seulement dans les provinces éloignées de l'Empire, mais jusque dans Constantinople.

Or pour que cette œuvre de régénération, dont la nécessité politique est reconnue aujourd'hui par tout le monde, puisse être sérieusement et efficacement accomplie, pour qu'elle ne devienne pas, comme l'acte du Gulhané, le Tanzimat, l'Université, l'Académie etc. et tout ce que l'opinion politique de l'Europe et la volonté des

(\*) Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays musulmans.

puissances ont arraché jusqu'ici à la faiblesse de la Turquie, un vain simulacre de réforme, il faut absolument que le régime turc, même dans l'intérêt de la moralisation de la race des Osmanlis, soit remplacée par un régime chrétien ; il faut en d'autres termes, qu'en Orient, la matière cède à l'esprit, la haine à l'amour, le fait au droit, que l'évangile triomphe du Coran et que toutes les populations de la Turquie d'Europe, sans exclure celle des Osmanlis, soient affranchies de la domination musulmane.

Une telle révolution, en comblant les vœux les plus ardents des populations chrétiennes de l'Orient, rajeunirait en même temps cet Empire, qui, manquant de force et d'unité, ne peut plus assurer le repos et l'équilibre de l'Europe, et préserverait d'une ruine inévitable la race Turque, qui dépérit et s'altère à cause de l'isolement, auquel elle se voit fatalement condamnée, par l'inexorable principe de sa prépondérance.

Que cette révolution dont la légitimité est corroborée par les intérêts permanents de l'Europe s'accomplisse, que l'Occident reconnaisse qu'il y a une justice aussi pour l'Orient, et que la domination de ces belles contrées ne doit plus appartenir à l'ignorance et à la barbarie, et tout sera dit. Par l'accomplissement de ce grand acte, digne du siècle où nous vivons, la politique des grandes puissances rayonnerait en Orient comme un reflet de la justice divine sur la terre, leur œuvre serait durable, parcequ'elle serait fondée sur les principes immuables de la morale et du droit proclamés par le Christianisme, et le sang de tant de milliers de braves, qui a coulé à flots depuis deux ans, serait sanctifié par les béné-

ctions de millions de créatures qui gémissent à la face de la chrétienté, sous une domination oppressive et abrutissante.

### Chronique politique du Spectateur.

LA prise de Kars paraît être le dernier fait d'armes de la saison. L'hiver a imposé sa trêve forcée. De toute part on essaie de tirer parti de ce point d'arrêt, au profit de la guerre aussi bien qu'au profit de la paix. Des armements formidables menacent le grand boulevard de la Baltique ; la conquête de toute la péninsule de la Crimée est, dit-on, dans le plan de la campagne prochaine ; la rentrée triomphale de la garde Impériale à Paris, excite l'ardeur des troupes qu'on réunit dans de nouveaux camps pour l'expédition du printemps ; le grand conseil militaire qui s'assemble à Paris, a pour but principal de confier les opérations aux capitaines les plus braves et les plus expérimentés ; la Suède a fait ostensiblement un pas significatif, bien qu'il ait été démenti que par des articles secrets de son traité, elle se soit définitivement lancée dans l'orbite des puissances occidentales ; en même temps des insinuations sont adressées aux neutres pour qu'ils aient à dessiner nettement leur position dans la lutte.

De l'autre côté, la Russie semble mesurer ses moyens de défense à ces préparatifs gigantesques. Elle fortifie les forts septentrionaux de Sévastopole, comme si elle tenait à perpétuer la résistance et le nom de cette ville his-

torique ; elle concentre de grandes forces dans la Crimée, comme pour indiquer qu'elle en veut disputer pas à pas le terrain, et elle ceint la Baltique d'une ligne continue de forteresses, qui pour tout autre ennemi seraient inexpugnables ; elle semble aussi songer à se faire des amis, soit en Europe, soit ailleurs, et l'on croit qu'elle n'est pas sans avoir réussi en Perse.

Tout cela ne présage pas beaucoup pour la paix. Cependant les amis de celle-ci ne restent pas non plus inactifs. Peut-être même ne se prépare-t-on si bien à la guerre, que pour mieux aboutir à la paix. Des paroles de conciliation sont tombées des lèvres les plus compétentes pour en annoncer le bienfait à la terre ; et le comte de Nesselrode affirme dans sa circulaire aux agents de la Russie, que les vœux pacifiques exprimés par l'empereur Napoléon, animent également et à un haut degré le cœur de son souverain. On a tout d'abord considéré les propositions dont le comte Esterhazy est porteur à St Petersburg, comme pouvant servir de base à un rapprochement sérieux. Le secret impénétrable dont elles étaient entourées, ne permettait pas de juger jusqu'à quel point elles s'étaient rencontrées avec la dernière déclaration de la Russie, qui accepte le troisième point des conférences de Vienne, sur la base du *mare clausum*, et à des conditions qui seraient réglées entre elle et sa voisine, ou si elles ont échoué. Les journaux anglais croient savoir que c'est ce dernier cas qui a eu lieu, et que la déclaration est diamétralement opposée à la teneur des propositions, qu'elles prétendent connaître. On devait peut-être s'y attendre. Les sacrifices imposés jusqu'ici par la guerre, tout immenses qu'ils soient, sont loin encore d'avoir épuisé des puissances tel-

les que la France, l'Angleterre ou la Russie, et de les avoir fatiguées au point de les forcer à renoncer à leurs prétentions, et à abandonner les principes pour lesquels elles ont pris les armes. Aucun des deux partis ne s'est assez affaibli, pour acheter le paix au prix d'une humiliation ; et à moins de nouveaux événements qui modifieraient leur position respective, il est à croire que l'explication des quatre points, et surtout celle des deux derniers, aussi long-temps qu'elle portera sur le plus ou le moins de limitation des forces et de l'influence russe en Orient, rencontrera une divergence entière dans les vues des deux adversaires.

C'est sans doute à cette vérité, généralement admise par la conscience publique, qu'est due la grande sensation produite en Europe par un mémoire publié d'abord par les journaux de France, et qui conclut au besoin d'un congrès européen pour régler définitivement la question d'Orient. L'Europe entière s'en est préoccupée pendant quelques jours, et il a eu les honneurs d'une immense publicité. On l'avait cru d'abord inspiré par de hautes influences ; cependant, même après que ce fait a été presque officiellement démenti, cet écrit n'a pas cessé d'exciter vivement l'attention, car, ce qu'il proposait, paraissait à beaucoup de monde être un moyen assez efficace, à d'autres comme le seul moyen qui pût conduire à un rapprochement. La presse française s'en est particulièrement occupée, et plusieurs de ses organes les plus sérieux en ont favorablement jugé. Ce mémoire n'est peut-être pas moins remarquable par la circonstance que la plupart des journaux anglais l'ont trouvé peu de leur goût, et se sont acharnés contre lui. Ils récusent comme suspect ou comme

incompétent tout autre arbitrage sur l'issue de la guerre, que celui des belligérants eux-mêmes. Chacun a le droit de faire ses affaires à sa propre guise. Cela est indubitable, bien qu'on ne puisse pas non plus contester tout à fait aux autres celui de veiller un peu à ce que ces affaires ne deviennent pas préjudiciables à leurs intérêts. Il faut encore ajouter que les belligérants eux-mêmes, ou au moins la majorité des belligérants, ne sont pas partisans de la guerre à tout prix, et ne demandent pas mieux que de rendre la paix au monde, s'ils le peuvent d'une manière honorable. Mais il n'y a que deux manières de mettre fin à une guerre : ou il faut que l'un des deux partis soit écrasé et forcé de se soumettre, ou que tous les deux tombent d'accord sur le sujet qui les divisait. Dans la guerre actuelle, dans cet immense duel entre les plus grandes nations de l'Europe, qui dira par combien d'efforts, par quelle effusion de sang et quand on pourrait obtenir le premier de ces résultats ; qui sait combien de fois encore le sort capricieux des armes se déclarera pour les glorieux conquérants de Sévastopole ou pour ses héroïques défenseurs, et qui osera affirmer quand l'un des combattants pliera le genou, et sera réduit à crier merci ? Si l'histoire a autrefois enregistré des guerres de trente et des guerres de cent ans, en connaît-elle une qui ait eu plus de chances de se perpétuer à travers les siècles, si elle est abandonnée à elle-même, et sans l'intervention de la diplomatie ? Et la diplomatie qui traite les armes à la main, et envoie ses notes par des boulets de canon, est-elle la plus propre à faire entendre la voix de la conciliation ?

Voilà pourquoi le mémoire que M. Duveyrier a re-

connu pour son œuvre, a fait une profonde impression en France et en Allemagne, où l'on paraît croire que dans un congrès européen, la majorité des neutres, et même celle des belligérants, non seulement se déclarerait pour la paix, mais chercherait même avec ardeur, et finirait par trouver les moyens d'y arriver.

Une autre considération rend aussi, pour nous au moins, fort intéressant et du meilleur augure l'accueil favorable que ce mémoire a obtenu en beaucoup d'endroits. Il pose en principe l'affranchissement des chrétiens. « La pensée, y est-il dit, de Pierre le Grand à l'égard de Constantinople, bien qu'exclusive et incomplète, était cependant généreuse et sainte : elle visait à l'affranchissement de la communion grecque. Aujourd'hui cette pensée est accomplie, car l'Europe a pris entre ses mains la protection que la Russie voulait accorder seule aux chrétiens de l'Orient. Par le seul attrait de sa civilisation, elle a entraîné l'Orient à la pratique de ses principes d'ordre, de justice et de tolérance, et a relevé la croix dans la métropole de l'Islam. » Nobles illusions ! mais qui témoignent des généreuses préoccupations de l'Europe à l'égard de ses corréligionnaires de l'Orient. C'est malheureusement concevoir un espoir trop prématuré, bien plutôt un espoir irréalisable que, de croire que l'Orient, constitué comme il l'est aujourd'hui, ait été entraîné par les principes de la civilisation européenne. Nous avons toujours aimé à rendre pleine justice aux sentiments et à la bonté de cœur du Sultan actuel ; nous ne nions pas non plus que quelques jeunes Turcs, doués d'intelligence, et pris dans l'élite de la nation, ne se soient formés aux manières et même aux idées de l'Occident. Mais



ce n'est pas leur faute si tout cela ne peut exercer aucune influence sur un peuple pour lequel toute innovation est une apostasie, qu'un réformateur pourra écraser mais ne pourra pas changer. Ils en conviennent eux-mêmes, et en gémissent au fond de leur cœur; il sont reniés par leur nation, et le shérif de la Mèque a excommunié le Sultan Abdul-Medjid. Les cloches que M. Thouvenel a obtenues pour les églises à Constantinople, témoignent de sa sollicitude éclairée en faveur des chrétiens, et de la manière digne et élevée dont il comprend le rôle d'un représentant de la France en Orient. Les chrétiens ont reçu ce bienfait avec une entière reconnaissance, comme une preuve de l'intérêt que leur porte la France, et comme une excellente augure. Elles sonneront le glas funèbre au grand convoi que tout le monde attend, et leur joyeux carillon saluera le croix l'orsqu'elle sera relevée dans la métropole de l'islam; mais elle ne l'est pas encore, bien s'en faut, par le seul fait que les églises ont remplacé le tocsin par les cloches. Mais il suffit qu'on ait fait le premier pas; il suffit même qu'on ait reconnu qu'il faut entrer dans cette voie, pour qu'on ne puisse plus s'y arrêter. Le chemin de la vérité est peut-être difficile à trouver; mais une fois qu'on y est, il est le plus aisé à suivre, et le but se montre clairement au regard. La vérité est conséquente. Lorsqu'on posait pour principe que pour assurer l'équilibre de l'Europe il faut sauver la dynastie turque, on marchait de déboires en déboires; on trouvait que, malgré tous les efforts, ce qu'on voulait soutenir s'éroulait sous son propre poids; que ceux à qui l'on voulait confier la défense de l'équilibre et de l'indépendance de l'Europe, manquaient entièrement

de force, on dirait même de volonté de faire le moindre effort pour leur propre défense; que maintenir la dynastie turque, c'était perpétuer en Orient un état de stagnation désespérant, en même temps qu'une agitation toujours dangereuse, et y consolider l'influence russe sur la partie seule vivace des peuples orientaux, au lieu de l'y détruire. Ceux qui, en voyant tout cela, s'obstinaient à vouloir le maintien de la Turquie musulmane, parce qu'une fois cette devise adoptée, leur esprit ne s'élevait pas au-delà, comprennent bien que l'idée de renforcer celle-ci tout en développant la Turquie chrétienne, était une utopie irréalisable, et qui allait au rebours du bon sens. Aussi proposent-ils d'écraser l'une pour relever l'autre. M. Destilhes, dans ses confidences curieuses sur la Turquie, dont il est parlé dans le principal article de cette livraison, regrette qu'on n'ait supprimé les Patriarchats grecs; d'autres, plus conséquents encore, ont voulu, sinon qu'on supprime les Grecs, du moins qu'on les tienne en état de sujétion, qu'on les empêche de lever la tête.

Mais la guerre actuelle a porté son fruit: L'Europe a vu de près la Turquie; elle sait déjà ce qu'elle en peut attendre; elle a appris par elle-même où est l'avenir et la vie. Aussi répudie-t-elle la logique rigoureuse de ces politiciens conservateurs de l'islamisme; elle tourne les yeux vers les chrétiens, et veut se les attacher par des bienfaits. Déjà, nous assure-t-on, elle pense sérieusement à l'établissement d'une principauté chrétienne et indépendante, ou à peu près, sur les bords du Danube. Mettre un pareil projet en délibération, c'est avoir renoncé au principe jusqu'ici cru fondamental de la politique des puissances occidentales en Orient, celui de l'intégrité et du

sontien de l'empire ottoman. Le Times du 3 Janvier, dans un article où il fait un tableau frappant de la décadence morale et matérielle de la Turquie, explique en quoi et comment ce principe, qui ne peut plus être maintenu, doit être modifié pour servir aux fins de l'Europe. On ne s'attacherait plus à l'œuvre ingrate et impossible de reconstituer une nation turque, on ne se ferait plus la guerre pour soutenir un pouvoir qui s'est évanoui, un gouvernement immoral et oppressif de sa nature, qui ne peut ni se réformer, ni marcher d'un pas égal avec la civilisation chrétienne. Il faut en remettre les rênes en des mains plus capables de les tenir, mais en même temps il faut défendre l'intégrité territoriale de la Turquie, il faut empêcher qu'aucun conquérant étranger n'entame ces pays qui changeraient de destinée, et renaitraient à la liberté. Il est évident que le Times a touché du doigt la solution de la question d'Orient. Lorsque la politique aura adopté pour devise l'intégrité territoriale de la Turquie, la défense de cette intégrité contre tout envahisseur étranger, et en même temps l'émancipation entière des chrétiens et leur substitution au gouvernement de cet empire, afin qu'ils puissent et qu'ils veuillent en défendre l'intégrité, alors la question qui a tant troublé le monde se sera évanouie d'elle-même, et l'existence de l'empire d'Orient, ne sera plus comme aujourd'hui une source d'inquiétude incessante, mais au contraire une sécurité et une garantie pour l'Europe. Au Times appartient l'honneur d'avoir osé le premier proposer cette solution radicale, mais nous sommes tellement persuadés que le bon sens ou le cœur l'avait déjà révélée à plus de monde qu'on ne pense, qu'à notre avis, le congrès européen proposé par le mémoire

de M. Leverier sera le triomphe de cette idée. C'est surtout un congrès européen qui pourra saisir ce qu'elle a d'applicable et de juste, sans s'effrayer de sa grandeur et de ses difficultés apparentes. Changer le gouvernement, la dynastie d'un peuple, lorsque ce peuple la repousse, et qu'elle est réclamée par les sentiments de philanthropie aussi bien que par l'intérêt de toute l'Europe, est un événement qui ne dépasse pas les bornes des révolutions que nous voyons tous les jours se dérouler sous nos yeux. Mais vouloir changer tout un peuple, le faire mentir à sa nature, à ses antécédents, aux principes même de son culte, est une entreprise insensée, et pour laquelle on verserait en vain des torrents de sang. L'idée du Times, bien plus praticable que celle du maintien de l'équilibre par le soutien de la dynastie turque, est aussi la seule qui contienne en elle le véritable germe de la paix. Elle ne peut que mettre tout le monde d'accord. La Russie qui se vante de n'avoir subi cette guerre formidable, que parcequ'elle ne voulait pas laisser ses coréligionnaires sans défense à la merci des Turcs, ne pourra pas s'opposer à ce que ses coréligionnaires soient mis en position de n'avoir rien à craindre des Turcs, et de se passer de toute protection. Comme elle a toujours soutenu qu'elle ne veut pas de conquêtes en Turquie, elle n'aura aussi aucune objection à ce que l'intégrité territoriale de cet empire soit garantie. Les puissances occidentales de l'autre côté, qui ne veulent que sauver le territoire turc d'empiétements de la part de la Russie, devront souscrire volontiers à cette intégrité territoriale, et dans leur philanthropie éclairée, elles seront sans doute contentes si cette intégrité est toute aussi bien, que disons-nous ! infiniment

